

ÉDUCATION À MOSTAGANEM

Une commission mixte pour une solution au régime indemnitaire

Le directeur de l'éducation nationale, lors d'une conférence de presse tenue à la direction le 22 novembre, a fait part aux correspondants de presse de la volonté de sa tutelle de satisfaire les revendications soulevés par les syndicats Cnapest, Snapest, Unpef et SNTE.

Ainsi, le directeur de l'éducation nationale a déclaré d'emblée que le ministère de l'Education et les syndicats œuvrent autour d'une même table, dans le cadre d'une commission mixte, pour trouver une solution rapide au régime indemnitaire des enseignants, et affirme à cette occasion que conformément à une décision du Premier ministre que toutes les primes et indemnités seront versées avec effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier 2008. Le dossier de la révision des œuvres sociales des travailleurs de l'éducation nationale a été aussi soulevé. Ainsi, une réponse positive a été donnée par le ministère de l'Education nationale pour l'élargissement de la gestion des œuvres sociales. A Mostaganem, près de 20 milliards de centimes

sont gelés dans les caisses des œuvres sociales et le directeur de l'éducation nous apprendra qu'il aurait transmis un rapport à sa tutelle pour suivre de très près ce dossier. La médecine du travail a été aussi abordée et une réponse

positive a été donnée aux revendications liées ce domaine auxquels devront se joindront les ministères de la Santé et du Travail.

Enfin, dans un souci d'apaisement, et pour reprendre les cours au plus vite, le directeur de l'éducation déclara l'annulation de la ponction sur salaire des journées non travaillées. Un programme sera élaboré par

chaque établissement scolaire pour rattraper le temps perdu.

Malgré toutes ces déclarations, le mouvement de protestation se poursuit dans ce secteur à Mostaganem et, à ce jour, 1 059 enseignants sont en grève dans le cycle primaire, 1 183 enseignants dans celui du moyen et 568 dans le secondaire.

A. Bensadok

À QUELQUES JOURS DE L'AÏD EL-ADHA

Une flambée des prix spectaculaire

Les Mostaganémois vont accomplir le rituel du sacrifice malgré les spectaculaires flambées de prix enregistrés tant dans les marchés des fruits et légumes que ceux du bétail. En effet, à quelques jours de l'Aïd El-Adha, les maquignons et autres marchands de légumes «aiguisaient» leurs appétits pour grever un peu plus les bourses des citoyens.

Dans le marché hebdomadaire du vendredi à Mesra, un mouton moyen était cédé à 25 000 DA. Une surenchère tellement sordide qu'elle aura pour effet d'empêcher un bon nombre de familles à honorer ce sacrifice

privant du coup les bambins à fêter comme il se doit cet événement sacré. La fête ne sera pas totalement gâchée dans la mesure où grands et petits vont marquer l'évènement comme il se doit autour d'un pétillant *melfouf*, d'une onctueuse *douara* ou d'un *bouzouf* et gigots bien rôtis, et de brochettes de viandes bien grillées, le tout dégusté dans une ambiance bon enfant. Espérons que les boulangeries et les distributeurs de lait ne prendront pas congé, ce qui peut provoquer un désarroi certain chez les consommateurs.

A. B.

GUELMA

Les cours de soutien : un créneau lucratif

Les cours de soutien scolaire sont devenus depuis quelques années un marché florissant, qui génère des gains substantiels pour certains enseignants, qui profitent de l'inquiétude des parents et des élèves.

Pour les pères de famille, la réussite de leur progéniture n'a pas de prix, quel que soit leur revenu ; ils n'hésitent pas à mettre la main dans la poche. C'est un créneau qui rapporte, les élèves déboursent chaque mois et pour une seule matière 2000 DA pour le programme de la 3^e année secondaire, 1000 DA pour le programme de la 4^e année moyenne et 500 DA pour la

préparation de l'examen de fin de cycle primaire.

Cet enseignement informel ne se limite plus aux classes de terminale, il a gagné tous les niveaux. Même les élèves nécessiteux, qui ne savent plus où donner de la tête, sont contraints de suivre ces séances de soutien, ils cèdent à la pression de leurs maîtres. Les parents estiment que «les enseignants ne se donnent pas à fond en classe, ils ménagent leurs efforts pour les cours particuliers». Il ne s'agit plus de séances de soutien scolaire, mais de cours magistraux, qui sont généralement dispensés dans des lieux inappropriés :

des appartements non fonctionnels, des salles insalubres et même des garages, pour un effectif pléthorique qui dépasse largement les normes.

Ainsi, le phénomène des cours particuliers est devenu un créneau lucratif pour certains enseignants sans scrupules. Ils font des affaires sur le dos d'innocents élèves et leurs familles, en dépit des règles éthiques et déontologiques. Toutefois, il est nécessaire de séparer le bon grain de l'ivraie, car il y a des enseignants consciencieux qui assurent des cours de soutien scolaire dans les règles.

N. Guergour

Le président de l'APC de Keddara nous écrit

Suite à l'article intitulé «Boumerdès le P/APC de Keddara agressé», publié dans votre édition du 17 novembre 2009, page 17, rubrique Régions.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir prendre en considération les précisions pertinentes suivantes, et ce, afin de lever toute équivoque auprès de l'opinion publique, particulièrement les citoyens de la commune de Keddara.

C'est avec un grand étonnement que j'ai relevé une déformation intentionnelle des faits. En effet, comme rapporté par votre correspondant de

Boumerdès, dans la matinée du lundi 9/11/2009, «j'ai été victime d'une agression par un citoyen de la commune...». Après avoir accompli toutes les procédures légales, comme stipulé dans l'article de votre journaliste, le jour-même de l'incident «je me suis présenté au niveau du cabinet de M. le wali de Boumerdès...» pour exposer les faits de ce grave préjudice, lors de cette rencontre avec les autorités de la wilaya. Tout en m'assurant du soutien de l'administration publique, les responsables ont immédiatement engagé les actions nécessaires auprès des institutions habilitées.

Aussi, les efforts déployés par l'ensemble des institutions publiques dans le cadre des dispositions de la loi ont abouti le jeudi 12/11/2009 à la mise sous mandat de dépôt de l'agresseur par le tribunal territorialement compétent de la daïra de Boudouaou. Dans ce contexte, il est de mon devoir d'exprimer tous mes remerciements à tous les citoyens et associations de la ville de Keddara, mes frères élus des circonscriptions administratives, les élus de la nation, tous les représentants des formations politiques au niveau de la wilaya ainsi qu'aux fonctionnaires et

responsables du conseil de wilaya, particulièrement M. le wali, ainsi qu'aux membres de votre honorable corporation au niveau de la wilaya de Boumerdès, lesquels m'ont assuré de leur soutien et ont tous condamné cet acte ignoble. Il est à préciser que lors de l'audience du lundi 16 novembre 2009, le tribunal de Boudouaou a infligé à l'inculpé une peine de deux années d'emprisonnement ferme, assortie d'une amende de 100 000 DA. Vu l'application de la loi, la justice n'a en fait que conforté la pérennité et la puissance des institutions de la République.

MASCARA

Sit-in des enseignants devant le siège de la direction de l'éducation

Hier à 10h, des enseignants grévistes ont observé un sit-in devant le siège de la direction de l'éducation. Ils étaient une soixantaine environ à avoir répondu à l'appel du Cnapest et de l'Unpef.

Un communiqué sera lu pour la circonstance puis remis au secrétaire général de la direction. A travers celui-ci, il est fait état de l'attachement aux revendications et la poursuite de la grève jusqu'à ce que celles-ci soient satisfaites.

Dans le document, sont également dénoncées les pratiques de la tutelle telles les menaces et les tentatives de porter atteinte à l'unité des syndicats.

D'autre part, il est également dénoncé ce qui aurait été convenu, dit-on, contre des pseudo syndicalistes de l'Unpef et de la tutelle.

M. Meddeber

Encore un report de la session de l'APW

Après deux reports, la session de l'APW devait se tenir lundi dernier, quoi qu'il arrive, selon le code de la wilaya. Mais cette fois-ci, elle prendra une autre tournure avec un chahut au menu.

Le torchon brûlait entre le P/APW et des membres de l'assemblée qui retireront leur demande, c'est-à-dire celle concernant sa démission. Face à ce blocage, le wali de Mascara fera une courte intervention en demandant aux élus d'accorder leurs violons et de faire signe à l'administration quand tout cela sera apaisé, car nous avons du travail, conclura-t-il.

M. M.

SIDI-BEL-ABBÈS

Quatre ans de prison pour un trafiquant de faux billets

Condamné à dix ans de réclusion criminelle par la cour criminelle de Sidi-Bel-Abbès en 2006, un homme, âgé de 40 ans, qui a introduit un pourvoi en cassation, a été rejugé par la même cour, dimanche dernier, pour le chef d'inculpation d'écoulement de faux billets de banque.

Il a, lors de cette session, été condamné à quatre ans de prison alors que l'avocat du ministère public avait requis 15 ans de réclusion. Les faits de cette affaire remontent au 11 octobre 2005 lorsque la police de Aïn Témouchent avait intercepté un camion avec à bord trois individus dont l'accusé. Alors que les services de sécurité effectuaient un contrôle de l'engin, le chauffeur d'un véhicule léger en provenance de Boutlelis (Oran) les informe que les individus du camion viennent de lui fourguer de faux billets lors d'un achat.

Se voyant démasqués, d'après l'arrêt de renvoi, ces derniers jettent un sac contenant 15 millions de centimes en fausses coupures, une quantité de kif et des comprimés de psychotropes.

En outre, la police trouvera en possession de l'un d'eux huit millions de centimes en vrais billets.

Le camion en question venait de Boumerdès et durant tout le long de leur trajet, les accusés faisaient des achats avec de faux billets et recevaient de la monnaie avec des vrais.

L'accusé nie tout, mais il est condamné, même si la peine est largement inférieure à celle prononcée au premier procès.

A. M.